Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 75 (1983)
Heft: 3-4

Artikel: Regards sur le passé pour mieux comprendre le présent
Autor: Kappeler, Beat
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-386142

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Deux cinquantenaires

Regards sur le passé pour mieux comprendre le présent

par Beat Kappeler

1. Comment Hitler est entré dans les cœurs?

Nombre d'articles ont rappelé la succession d'événements qui ont abouti à la prise du pouvoir par Hitler le 30 janvier 1933. Mais comment expliquer qu'un mouvement ouvrier aussi puissant ait pratiquement laissé faire? Une étude d'Erich Fromm[1] – sociologue et philosophe du marxisme – oubliée pendant plus de cinquante ans et rééditée récemment, fait la lumière sur cette angoissante question. En 1929 déjà, Fromm, inquiet de l'évolution politique, avait eu l'idée extraordinairement féconde d'entreprendre une enquête pour déceler le comportement des employés et des ouvriers. A un certain nombre d'entre eux, il avait posé 271 questions pour déceler leur état d'âme, on pourrait dire aussi leur psychisme. 584 – dont 451 syndicalistes – ont répondu à son appel. En se fondant sur cette documentation, Fromm a pu déceler ultérieurement comment le national-socialisme avait pu subvertir des militants syndicaux.

Fromm avait formulé des questions dont l'appartenance politique et la formation syndicale des correspondants permettaient d'attendre certaines réponses: «Qui est responsable de l'inflation?», «Qui détient effectivement le pouvoir dans le pays?», ou encore: «Quelle forme de gouvernement tenez-vous pour la meilleure (république démocratique, fascisme, monarchie, système soviétique)? D'autres questions visaient à déceler non pas l'état de la formation, mais l'attitude face à l'autorité: par exemple: est-on plutôt pour les collègues de travail ou plutôt pour le chef? Peut-on éduquer les enfants sans les battre? La femme mariée doit-elle travailler? Diverses questions, formulées de manière indirecte, visaient les angoisses profondes et la manière d'être avec autrui, avec les proches tout particulièrement: «Prêtez-vous de l'argent ou des objets à vos amis?», «Aimez-vous la mode actuelle des cheveux courts pour les femmes?», «Que pensez-vous, vous et votre compagne, d'une éducation sexuelle des enfants dès le jeune âge?». En dépouillant les questionnaires, Fromm et ses collaborateurs ont fait une constatation à tout le moins sensationnelle: les syndicalistes et ceux qui votaient plutôt à gauche, d'une part, et les nazis, de l'autre, avaient répondu aux questions strictement politiques selon les crédos de leurs partis et mouvements; en revanche, leurs conceptions des relations avec le pouvoir et leurs sem-

[1] Erich Fromm, «Arbeiter und Angestellte am Vorabend des Dritten Reiches», dtv-Taschenbuch 4409.

blables ne différaient que peu. Bon nombre de syndicalistes et d'électeurs de gauche se révélaient plus autoritaires, plus individualistes et plus antiféministes que les programmes; mais dans l'appréciation des responsabilités de l'inflation et des formes de gouvernements, chacun était plus proche du crédo de son mouvement.
Les responsables de l'inflation? On répondait: «Le capital, la bourse, les banques.» Pourtant, une proportion tout aussi forte de chômeurs que d'indépendants croyaient que l'homme est le propre artisan de son destin. Face à l'argent, le comportement de nombre de socialistes ne différait guère de celui des électeurs bourgeois. Au cours de ses analyses, Fromm a classé les auteurs des réponses selon les partis, d'une part, et entre quelques catégories, de l'autre: «radical (extrêmiste)», «autoritaire» et «disposé au compromis». Sa conclusion:
«La constatation sans aucun doute la plus importante, c'est tout d'abord le faible pourcentage de gens de gauche qui s'identifient au socialisme par leur cœur et la raison. Ce petit groupe, de 15 pour cent, est le seul dont on pourrait attendre en temps critiques le courage, l'esprit de sacrifice et la spontanéité qui sont indispensables pour entraîner et conduire les éléments moins actifs (les masses) et vaincre l'adversaire. Certes, les partis de gauche pouvaient compter sur l'attachement et les voix de la grande majorité des travailleurs mais, dans l'ensemble, ils avaient été impuissants à modifier la mentalité et la personnalité de leurs membres de manière à pouvoir absolument compter sur eux en cas de coup dur... Il ne faut cependant pas oublier que 20 pour cent des membres des partis ouvriers ont une mentalité nettement autoritaire.» Si près d'un cinquième étaient animés d'un esprit de révolte, ils n'en avaient pas moins le culte du pouvoir. Fromm entend par là ceux qui condamnent la classe dirigeante, les spéculateurs, les aristocrates prussiens, mais pour les remplacer par d'autres dirigeants, dont il est entendu qu'ils seront meilleurs, désintéressés, etc. Ces militants se conduisaient eux-mêmes en sous-officiers à l'égard de la famille, des enfants, des collègues: si chacun aspirait à commander, il était prêt aussi à obéir.
Fromm éclaire encore dans une autre optique l'une des raisons pour lesquelles Hitler est parvenu à anéantir totalement le mouvement ouvrier entre fin janvier et début mai 1933. Les troupes s'étaient débandées et leurs chefs avaient pu être arrêtés sans résistance et sans provoquer de remous: si l'on ne considère que les membres de la base, le divorce entre profession de foi politique et comportement personnel était encore plus marqué que chez les permanents.
Après plus de cinquante ans, cette analyse jette une clarté nouvelle – en marge de la seule scène de Berlin – sur les causes de la prise du pouvoir par les nazis.
Un autre livre, tout aussi passionnant[2] montre comment cette prise du pouvoir a été préparée et accomplie dans la petite ville souabe de Mühl-

[2] Bernd Burkhardt, «Eine Stadt wird braun. Die nationalsozialistische Machtergreifung in der Provinz», Hoffmann und Campe Verlag, 1980.

acker. Des années durant, les soucis qui tenaillaient les petits artisans et commerçants, la colère des classes moyennes ruinées par l'inflation, le mécontentement des paysans avaient créé un terrain favorable à la propagande nationaliste et au mouvement hitlérien. Dans cette petite ville également, quelques mois ont suffi pour dresser la population contre le mouvement ouvrier et les juifs. L'auteur relate de manière saisissante le boycott des commerçants juifs, l'arrestation du secrétaire syndical local, la confiscation de la caisse, la dissolution du chœur socialiste «Lassallia». Un électricien de 18 ans est incorporé dans le corps de garde du premier camp de concentration de la région; il devient le geôlier de notables qu'il saluait encore avec respect quelques jours auparavant.
Pour le militant syndical d'aujourd'hui, deux conclusions au moins se dégagent de ces deux ouvrages: tout d'abord il ne suffit pas d'un programme pour faire un mouvement ouvrier fort; sa vigueur est faite encore de bien autre chose: de conviction personnelle, de fidélité et de solidarité jusque dans les petites choses. Deuxièmement, les déplacements du pouvoir ne s'opèrent pas seulement sous les projecteurs des grandes cités; ils se préparent aussi jusque dans le moindre village, dans les têtes et les consciences. L'enseignement qui découle de tout cela? C'est: veiller, participer et agir.

2. Un nouveau partage ou le sauvetage des banques? Le «New Deal» de Roosevelt: première entreprise démocratique de création de possibilités de travail, première défaite du nihilisme hitlérien.

Deux mois après la prise du pouvoir par Hitler, Roosevelt, le nouveau président des Etats-Unis, annonce le premier programme complet de création de possibilités de travail dans un Etat démocratique et industriel. Alors que Hitler avait amorcé deux mois plus tôt le glissement vers le désastre, Roosevelt, pendant les cent premiers jours de son mandat, crée les conditions d'un retour des Etats-Unis à la santé économique et sociale: Ce qu'il annonçait, c'était presque une révolution sociale: une nouvelle répartition du pouvoir et des richesses: un «New Deal».
Quand Hoover a quitté la présidence, l'économie américaine était en plein marasme. Les chômeurs se comptaient par millions. Les prix agricoles s'étaient effondrés et les fermiers étaient au bord de la révolte. La misère sévissait dans les immenses cités. En remettant son mandat entre les mains de Roosevelt Hoover avait simplement déclaré: «On ne peut plus rien faire.» Il s'était trompé une fois encore, comme il s'était trompé peu avant le krach de la Bourse de New York en 1929: «La prospérité? Mais elle est à la portée de chacun!» Par une phrase prophétique, Roosevelt à galvanisé une nation progressivement saisie par le découragement: «La seule chose dont nous devions avoir peur, c'est la peur.»
Pendant ces cent jours, alors que le capitalisme libéral était au bout de son latin, Roosevelt – assisté d'une équipe de planificateurs et de spécia-

listes – a révolutionné l'économie américaine par ses initiatives et ses décisions. Une nouvelle loi sur les banques a été édictée pour augmenter et garantir les prêts. La production agricole a été réduite, mais les prix majorés. Les charges hypothécaires des fermiers ont été allégées. Une loi pour le redressement industriel a autorisé des accords de branches en matière de régulation des prix et de la production. Tandis que la durée du travail était limitée à 36 heures, des salaires minimaux étaient fixés simultanément.
Les libertés syndicales ont été garanties (jusqu'à ce moment, le patronat pouvait les fouler impunément aux pieds).
Un programme de travaux publics totalisant plus de 3 milliards de dollars – somme énorme pour l'époque – a été mis sur rail. Au moment où il a déployé son effet maximum, il avait permis d'occuper 4 millions de travailleurs (le double des effectifs de l'armée américaine pendant la première guerre mondiale). Dans l'espace de trois quarts d'année, 800 000 kilomètres de routes ont été construites, 40 000 écoles édifiées et quelque trois milles artistes dotés de commandes. La production industrielle a presque doublé en quelques mois pour se stabiliser ensuite à une fois et demie le volume enregistré avant le «New Deal». L'introduction du salaire minimal ayant eu des effets négatifs sur l'engagement de Noirs, d'autres mesures ont été prises pour atténuer cette conséquence. Quant à la réduction des horaires, elle avait permis le réengagement de 1,75 million de personnes.
En liaison avec la garantie des libertés syndicales et l'augmentation de l'emploi, les effectifs syndicaux ont progressé de 2,7 millions en 1933 à 8,7 millions en 1939. Au cours d'énormes conflits de travail, ce syndicalisme de nouveau puissant (AFL + CIO de création récente) a imposé sa pleine reconnaissance par le patronat.
Parmi d'autres innovations du «New Deal» rappelons: un contrôle stricte des bourses, la garantie de la valeur des hypothèques des particuliers, les possibilités d'emprunts pour la construction de maisons familiales, des aides financières aux petits paysans, etc. Mais l'entreprise la plus spectaculaire du «New Deal» a été sans contredit la création de la «Tennessee-Valley-Authority», qui avait pour objet le développement systématique et coordonné d'une immense région: travaux d'irrigation et de défrichement, construction de barrages, corrections de cours d'eau, implantation d'industries, etc.
Si les Etats-Unis s'en étaient tenus strictement aux principes de l'équilibre budgétaire et s'ils avaient cherché le salut dans le protectionnisme et dans une politique financière et monétaire conservatrice, le «New Deal» n'aurait pas été possible. Dès 1934, Roosevelt a dévalué le dollar de 41 pour cent, ce qui a permis, avec les réserves d'or dont on disposait, d'accroître la masse monétaire dans une mesure suffisante pour réanimer l'économie.

Le contraste: la politique réactionnaire de la Suisse

En Suisse, le Conseil fédéral et la Banque nationale ont réagi de manière extraordinaire à le crise. Après que la faillite de la «Kreditanstalt» de Vienne

en 1931 eût consommé la débâcle de la finance internationale, la Grande-Bretagne a dévalué sa monnaie, entraînant 25 autres pays à sa suite. Les Etats-Unis ayant suivi en 1934, la Suisse est restée avec un franc beaucoup trop lourd sur les bras. Pour rétablir un certain équilibre, le Conseil fédéral – soucieux de sauvegarder les intérêts et les activités étrangères des banques – s'est engagé dans la voie d'une rigoureuse politique de déflation; il s'est employé à stimuler les baisses de salaires et des prix agricoles. Au gré d'un système de clearing alimenté par le produit des exportations, la Banque nationale «rapatriait» les avoirs des banques à l'étranger. Cinquante ans s'étant écoulés depuis, les Archives fédérales ont libéré les documents «secrets» de cette époque. Ils révèlent toute l'absurdité de cette politique antisociale. Gerald Arlettaz éclaire et commente cette longue suite d'erreurs dans un brillant article de «Relations internationales». On y apprend que la Banque nationale voulait même interdire le «Mouvement de la monnaie franche» parce qu'il opposait à la politique de déflation de raisonnables alternatives. Pour combattre la déflation, socialistes et syndicats ont lancé une «initiative de crise» et présenté un «plan du travail» dans l'esprit du «New Deal». A l'automne 1936 enfin, la dégradation continue de la situation a contraint le Conseil fédéral à dévaluer – cinq ans après la Grande-Bretagne et les pays qui avaient suivi cette décision. Pendant toutes ces années, l'autorité fédérale – au rebours de tout bons sens – a défendu opiniâtrement le franc dans l'intérêt des banques, mais contre l'intérêt des travailleurs. Rappelons que durant la période qui a précédé la dévaluation, la Banque nationale avait même été jusqu'à accuser (1933) les grandes banques de menacer le franc par leurs transactions de métal jaune – ce franc qu'on maintenait pour elles à un taux élevé et ruineux: Tandis que le malin Roosevelt faisait acheter – dès le milieu de 1933 – de l'or et dévaluait le dollar, le conseiller fédéral Musy, chef du département des finances, invitait les Suisses à se serrer la ceinture! En mars 1934, il a même voulu contraindre le Conseil fédéral à soumettre les associations économiques à une «réglementation de nature à mettre fin à la lutte de classes et aux stériles affrontements économiques». Musy ne visait à rien moins qu'à instaurer un ordre corporatif. Le Conseil fédéral étant résté ferme, le personnage a démissionné une semaine plus tard.

Mais après que non seulement les syndicats et les paysans, mais encore le Vorort et les manœuvres spéculatives de l'étranger eussent imposé la dévaluation du franc, les intérêts des banques cessèrent d'être protégés prioritairsement. Les privilèges dont elles avaient bénéficié jusqu'alors n'ont pas empêché qu'entre 1936 et 1945, six des huit grandes banques aient dû être soit assainies, soit liquidées. Elles s'étaient trop fortement engagées à l'étranger et les suspensions de paiements décrétées par nombre de gouvernements les avaient acculées à d'inextricables difficultés.

Facit: une prolongation inutile de la crise pendant trois ans, une aggravation inutile du chômage...